

2010

Sous la direction de

MARCELIN JOANIS – LUC GODBOUT

Le Québec économique

Vers un plan de **croissance**
pour le Québec



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

<http://lequebececonomique.cirano.qc.ca>



Presses de
l'Université Laval

Conclusion

VERS UN PLAN DE CROISSANCE POUR LE QUÉBEC

Marcelin Joanis

Professeur adjoint à l'Université de Sherbrooke, chercheur au CIRANO et au GRÉDI

Luc Godbout

Professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke, chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques et fellow au CIRANO

Nous avons regroupé dans cet ouvrage des contributions abordant des thèmes variés. Les chapitres de ce livre ont toutefois en commun la volonté de leurs auteurs de se risquer à faire des recommandations visant à améliorer les politiques publiques. Formuler de telles recommandations est toujours un exercice difficile car il expose à la critique. Chaque auteur ou groupe d'auteurs y est allé de recommandations dans son domaine d'expertise, s'appuyant sur ses propres travaux de recherche, sa connaissance de la littérature scientifique et son expérience issue, dans plusieurs cas, d'une longue carrière scientifique ou professionnelle.

Les recommandations que l'on retrouve dans les chapitres du *Québec économique 2010* ne relèvent pas du tir groupé. Comme directeurs, nous n'avons donc aucunement cherché à influencer les recommandations mises de l'avant par les auteurs ou à faire émerger un plan d'action complet. Il est néanmoins intéressant de regrouper ici certaines de ces recommandations pour apprécier le portrait d'ensemble qui se dégage des avis de ce groupe

d'économistes et d'universitaires provenant d'horizons divers. Nous ne faisons pas des conclusions qui découlent de ce regroupement un manifeste politique. Nous souhaitons toutefois, en conformité avec le mandat de liaison et de transfert du CIRANO, que cet ensemble de recommandations stimule le débat public.

À quel « plan de croissance » les chapitres du *Québec économique 2010* nous convient-ils ? D'entrée de jeu, le ministère des Finances du Québec insiste au chapitre 1 sur l'importance des politiques publiques pour qu'une économie atteigne son plein potentiel. L'État a donc un rôle important à jouer et des défis importants à relever. S'appuyant sur les grands déterminants de la croissance économique, le Ministère insiste sur l'importance de politiques favorisant la croissance démographique, la formation, l'investissement et la productivité.

Sur le plan de la croissance démographique, Brahim Boudarbat et Maude Boulet soulignent au chapitre 4 l'importance de promouvoir la pleine participation des immigrants au marché du travail. Pour Claude Castonguay et Mathieu Laberge, au chapitre 13, une politique de vieillissement actif prévoyant un allongement de la vie active doit être adoptée pour faire face au défi démographique.

C'est le décrochage scolaire chez les jeunes qui préoccupe Claude Montmarquette au chapitre 5, problème qu'il associe aux politiques en matière de salaire minimum. Pour favoriser la persévérance scolaire, il propose l'instauration de salaires minimums différenciés selon l'âge. Au chapitre 3, Clément Lemelin avance de son côté plusieurs recommandations relatives à la formation universitaire, spécifiquement en ce qui a trait au rôle du financement public de celle-ci. Selon lui, ce n'est pas tant le niveau du financement public que certaines de ses modalités qui devraient être revues.

Les universités font également l'objet des recommandations de Robert Lacroix au chapitre 8, qui vont d'une autonomie accrue pour les universités à une déréglementation des frais de scolarité, en passant par une plus forte incitation à l'excellence. Pour lui, c'est la mission de recherche des universités qui doit être mieux financée dans le cadre d'une nouvelle politique universitaire. Au chapitre 7, Catherine Beaudry s'attarde également au rôle de la recherche, insistant quant à elle sur la commercialisation et la valorisation de la recherche, particulièrement dans le domaine des biotechnologies.

Vers un plan de croissance pour le Québec

Pour Carlos Leitao, au chapitre 2, une augmentation soutenue de l'investissement privé est incontournable pour améliorer la productivité de nos facteurs de production, afin que nos entreprises parviennent à pénétrer des marchés non traditionnels à l'extérieur des États-Unis. Pendant naturel de l'investissement, l'épargne prise au sens large retient l'attention de François Vaillancourt et de Mathieu Laberge au chapitre 6, qui recommandent qu'au-delà de l'épargne financière soient aussi prise en compte la valeur du capital humain et celle du capital naturel. C'est également ce capital naturel qui, en quelque sorte, préoccupe Arnaud Dragicevic et Bernard Sinclair-Desgagné au chapitre 11 lorsqu'ils recommandent des modifications à l'éco-fiscalité des distributeurs d'énergies fossiles et aux redevances perçues auprès des distributeurs de gaz naturel et de carburants.

Les investissements publics font partie intégrante de l'équation de la croissance économique. Au chapitre 9, Luc Savard recommande toutefois que ceux-ci fassent systématiquement l'objet d'un processus rigoureux d'évaluation tenant compte à la fois des coûts et des bénéfices sociaux des projets. Au chapitre 10, Justin Leroux propose quant à lui des modifications à la tarification du réseau routier, afin d'assurer un financement suffisant pour rétablir la qualité des infrastructures routières aux standards nord-américains. Enfin, pour Martial Foucault, au chapitre 12, des règles budgétaires appropriées doivent baliser les dépenses publiques pour que la taille de l'État demeure compatible avec un sentier de croissance économique optimal.

Bien que *Le Québec économique 2010* n'aborde pas de façon exhaustive tous les aspects de la croissance économique, il s'en dégage un portrait plutôt complet des grands pans de ce qui pourrait constituer un « plan de croissance » pour le Québec. Nous sommes certainement d'avis que toutes ces recommandations méritent d'être entendues, débattues et évaluées au mérite. Chacune d'entre elles devra évidemment faire l'objet d'analyses supplémentaires afin que celles qui sont susceptibles d'accroître le niveau de vie et le bien-être des Québécois et des Québécoises soient suivies.

